



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 3 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE NELLING ALBE EST

2 rue Thomas Edison
67450 Mundolsheim

Références : NELLING_PE_Nelling_Albe_Est_2024-09-03_RAPVI_JPBM_00319
Code AIOT : 0006209348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 juillet 2024 dans l'établissement PARC EOLIEN DE NELLING-ALBE EST implanté Hanschbach 57670 Nelling. L'inspection a été annoncée le 24/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 "Mesures ERC sur les parcs éoliens".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE NELLING-ALBE EST
- Hanschbach 57670 Nelling
- Code AIOT : 0006209348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Nelling-Albe Est est en activité depuis le 14 septembre 2009, après avoir obtenu les permis de construire requis le 27 avril 2007.

En 2012, le parc éolien a bénéficié du droit d'antériorité au titre de la rubrique 2980. L'installation est notamment soumise à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le parc éolien est composé de 3 éoliennes d'une hauteur de nacelle de 98 m et d'un diamètre de rotor de 71 m, soit une hauteur en bout de pale de 133,5 m. La puissance nominale de chaque machine est de 2,3 MW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Brides, pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental réalisé en 2022 par l'exploitant a signalé la mortalité de trois oiseaux et deux chiroptères en 2022, tous des espèces protégées.

La possibilité de prescrire de nouvelles mesures de protection sera étudiée ultérieurement par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de suivi environnemental à 10 ans du parc daté du 7 avril 2023 et réalisé par le bureau d'études Envol environnement du 19 mai au 27 octobre 2022. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental des parcs éolien terrestres de 2018. La mortalité constatée sur le terrain est de trois oiseaux : <ul style="list-style-type: none">• un martinet noir le 23 juin 2022 ;• un pouillot fitis le 25 août 2022 ;• un roitelet à triple bandeau le 22 septembre 2022 ; et deux chiroptères : <ul style="list-style-type: none">• une noctule commune le 8 septembre 2022 ;• une pipistrelle de Nathusius le 22 septembre 2022. Cette mortalité concerne les 3 éoliennes du parc. Les trois oiseaux retrouvés morts sont des espèces protégées, selon l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, ainsi que les deux chiroptères selon l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La mortalité estimée, selon l'éolienne et selon la méthode utilisée (Erickson, Jones et Huso), se situe entre 39,68 et 127,91 oiseaux/éolienne en été, entre 15,02 et 34,25 oiseaux/éolienne en automne. Pour les chiroptères, la mortalité estimée, selon l'éolienne et la méthode utilisée, entre 15,02 et 17,67 chiroptères (aucune estimation en été). En outre, le bureau d'étude indique que les calculs projetés d'après la méthode Huso donne une mortalité de 183,85 oiseaux ou chiroptères sur la période, soit environ 61 par éoliennes.

<p>Le bureau d'étude conclut qu'au regard de la faible mortalité observée, il n'est pas recommandé de renouveler le suivi des éoliennes.</p> <p>Au regard des enjeux de préservation de la faune volante, l'inspection des installations classées a consulté le service eau, biodiversité, paysages de la Dreal. Il a été relevé que la mortalité constatée reste acceptable pour les oiseaux, et que la découverte de 2 chiroptères morts n'est pas alarmante et peut être considéré comme une mortalité faible et accidentelle.</p> <p>Par ailleurs, l'avis souligne l'utilité d'un bridage afin de réduire le risque d'impacts sur les chiroptères. L'inspection évaluera dans un rapport ultérieur l'opportunité d'une telle mesure.</p> <p>Aucune suite proposée pour le moment.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, DEPOBIO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la preuve du dépôt dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO) concernant son suivi environnemental de 2022. Cette attestation est datée au 3 avril 2023.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Brides, pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et des pales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales[...]. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.[...]</p>

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection que l'ensemble des brides est contrôlé chaque année. Ainsi, l'éolienne 1 (n°782393) a été vérifiée le 29 février 2024, l'éolienne 2 (n°782394) le 5 avril 2024, et l'éolienne 3 (n°782395) le 17 avril 2024. L'ensemble des brides est conforme pour les trois éoliennes.

Par ailleurs, lors de ces trois vérifications, un contrôle visuel des pales a été réalisé. Pour les éoliennes 1 et 2, aucun dommage ou observation particulier n'a été constaté. Quant à l'éolienne 3, un léger dommage a été constaté au niveau d'un spoiler (élément d'extension situé à la base des pales des éoliennes, et qui améliore l'aérodynamisme et l'efficacité des machines). L'exploitant indique que le problème sera résolu d'ici le prochain contrôle prévu en avril 2025. Lors de la visite du parc éolien, l'inspection n'a observé aucun problème majeur sur cette pièce de l'éolienne 3 depuis le sol.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des extincteurs

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriées aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de vérification des extincteurs, réalisée le 6 septembre 2023. Aucune non-conformité constatée.

De plus, l'inspection s'est rendu sur le parc éolien et a constaté par sondage que l'extincteur situé au pied de l'éolienne 3 (n°782395) a effectivement été contrôlé en septembre 2023 et ne présente pas visuellement de défaut.

Type de suites proposées : Sans suite